

# Des scénarios de grève sur la table à l'UdeS et au Cégep

**ISABELLE PION**

*isabelle.pion@latribune.qc.ca*

**SHERBROOKE** — Des scénarios de grève prennent forme au Cégep de Sherbrooke et à l'Université de Sherbrooke.

Les étudiants de lettres et sciences humaines de l'UdeS et du Cégep de Sherbrooke seront consultés sur cette question afin de protester contre les mesures d'austérité du gouvernement Couillard. Les professeurs du Cégep de Sherbrooke ont pour leur part manifesté contre les compressions budgétaires et dénoncé l'attitude de Québec dans le dossier du renouvellement de la convention collective, hier.

Du côté de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGE-FLESH), une assemblée générale aura lieu mardi prochain. Une proposition sera formulée pour la tenue d'une grève le 25 février, ce qui doit coïncider avec la tenue d'une manifestation à Sherbrooke, dans le cadre d'une semaine

d'action contre l'austérité, du 23 au 27 février.

« Il sera discuté d'une escalade des moyens de pression », indique Raphaëlle Paradis-Lavallée, responsable de la coordination à l'association. « On voit déjà les effets concrets des coupes », dit-elle en parlant du contexte budgétaire de l'Université de Sherbrooke. Elle cite notamment la réduction d'heures de certains services et la fermeture anticipée de la faculté de théologie et d'études religieuses, une proposition qui a été formulée par la direction.

L'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) tiendra également une assemblée générale, jeudi prochain, où l'on discutera de la possibilité d'une grève le 1<sup>er</sup> mai. L'AGEFLESH et l'AÉCS sont toutes les deux membres de l'ASSÉ, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. L'ASSÉ a annoncé une manifestation nationale le 2 avril.

Les professeurs du Cégep de Sherbrooke se sont rassemblés sur le campus de l'institution, hier. Ils se sont ensuite déplacés devant le bureau député de Saint-François,

Guy Hardy.

Selon Steve McKay, président du SPECS, des rencontres ont eu lieu avec la partie patronale et celles-ci « n'augurent rien de bon ». « Ça va peut-être aller vite de notre côté... » lance-t-il en faisant allusion au bâillon prévu dans le réseau de la santé avec le projet de loi 10. En 2005, les syndiqués s'étaient fait imposer un décret par le gouvernement.

Les syndiqués ne peuvent déclencher de grève avant la fin de leur convention collective.

Une escalade des moyens de pression est envisagée, tout comme une grève en septembre. « On a parlé de septembre, mais certains parlent du printemps », commente M. McKay. La convention collective des employés du secteur public vient à échéance en mars 2015.

Le SPECS aimerait également que tous les syndicats, les étudiants et la direction prennent part à un atelier de réflexion sur l'austérité, fin février. Une levée de cours est donc sur la table pour cette journée; les étudiants en discuteront lors de l'assemblée générale.